

**Déclaration faite à M. Mazauric,
Directeur adjoint en charge de la Gestion Publique
lors de sa visite en Haute-Marne**

Monsieur le Directeur,

La situation économique et démographique de la Haute-Marne est particulièrement catastrophique : 96 % des entreprises ont moins de 50 salariés ; le taux de chômage est supérieur à 10 % ; le salaire moyen est inférieur de 19 % au salaire moyen national et il a baissé de 5,35 % au cours de l'année passée ...

Il est clair que les restructurations et les suppressions d'emplois au sein de la DGFIP ne font qu'**accentuer cette lente et pernicieuse dégradation des conditions de vie des hauts-marnais. C'est pourquoi FO DGFIP demande le maintien des réseaux de proximité adaptés à l'attente des citoyens et des collectivités, essentiel et primordial à la survie d'un département tel que le nôtre.**

Côté Gestion Publique, alors que le département comptait 34 Postes comptables en 2002, il n'en subsistera que 20 en 2010, soit 40% des postes supprimés en 8 années. Parallèlement, 31 emplois ont été supprimés depuis le 1er septembre 2005.

Côté Filière Fiscale, c'est pire : moins 44 emplois depuis le 1er septembre 2005.

Tout cela **grâce à de pseudo gains de productivité et au nom des réformes successives** que sont par exemple, la fusion CDI-CDIF, la création des pôles CE et évidemment la création du SIP et du Guichet Fiscal de proximité.

Or, la spécificité d'un département rural, comme le nôtre, est que la suppression des emplois est encore plus aiguë qu'ailleurs. En effet, **il est VOLONTAIREMENT sacrifié sur l'autel de la stratégie de re déploiement du personnel fondé sur les enjeux financiers.**

Avec le principe de la suppression d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite, la mise en place de la RGPP et la prochaine création de la DLU, la fonte des effectifs va s'accélérer particulièrement en Haute-Marne, et cela est INTOLERABLE.

Et, pourtant dans le même temps, **la Haute-Marne a servi régulièrement de « laboratoire » aux services centraux et de tremplin de carrière pour la direction locale aux visées nationales** : mise en place des gestions conjointes, expérimentation de l'ARTT, suppression de la Recette des Finances, expérimentation du contrôle sur pièces à distance, mise en place des premiers accueils communs impôts/trésor, etc..

Malgré ces expérimentations chronophages, notre département n'a bénéficié d'aucune dotation supplémentaire en emplois et moyens, bien au contraire !

NON

Monsieur le Directeur, notre département n'a plus de ressources : nous n'avons plus de marges de manœuvre pour faire face aux absentéismes, aux vacances d'emplois, aux formations liées aux nouvelles missions (l'accueil fiscal de proximité, GAIA, la création des SIP, la fusion CDI-CDIF, Hélios, les fusions de trésoreries etc).

NON

Monsieur le Directeur, nous ne croyons pas à la fable selon laquelle, l'origine de nos maux résiderait dans le manque d'attractivité du département. Il suffirait simplement de recruter autant d'agent qu'il y a de sièges vides !

L'impérieuse polyvalence, accentuée par l'ajout incessant de missions, additionnée à l'exigence d'excellence avec sa cohorte d'indicateurs, augmentent considérablement la tension au travail de chaque agent, engendrant malaise, découragement, stress, fatigue voire maladie.

FO DGFIP insiste sur le fait que des organisations de travail et un management plus humain doivent obligatoirement être mis au cœur de l'élaboration du DUERP.

Ces dernières années, c'est bien l'institutionnalisation du travail dans l'urgence, la pression de la hiérarchie basée sur des indicateurs et objectifs, très éloignés des impératifs du travail quotidien de terrain, la mise en place d'organisations du travail de masse et à la chaîne, la négation des difficultés rencontrées, le flicage permanent, le manque de soutien et de reconnaissance qui ont été, en pratique, le cœur des plans pluri-annuels de performance.

Aujourd'hui, a lieu le CTPC emplois qui, encore une fois, poursuit cette logique destructrice en Haute Marne.

La Haute -Marne subit encore de plein fouet cette répartition :

11 suppressions d'emplois sur les deux filières.

FO DGFIP conteste l'approche du gouvernement qui vise à faire de la fusion le réservoir à suppressions d'emploi du budget de l'Etat au nom des gains de productivité qui sont loin de se traduire sur le terrain.

Pour FO DGFIP, mener de front la réforme et les suppressions conduira inexorablement à une impasse.

C'est pourquoi, Monsieur le Directeur, au nom des agents de la DGFIP de la Haute Marne, nous vous sommons de prendre en compte toutes ces doléances, afin que la Direction des Finances Publiques au sein de notre département ne soit pas réduite à une peau de chagrin et que les agents présents dans les départements ruraux ne soient plus considérés comme « quantité négligeable » par l'administration centrale.

Rachel SUGNEAU

Sabine MARIA

**Secrétaire départementale FO DGFIP
de la Haute-Marne**

**Secrétaire départementale adjointe FO DGFIP
de la Haute-Marne**